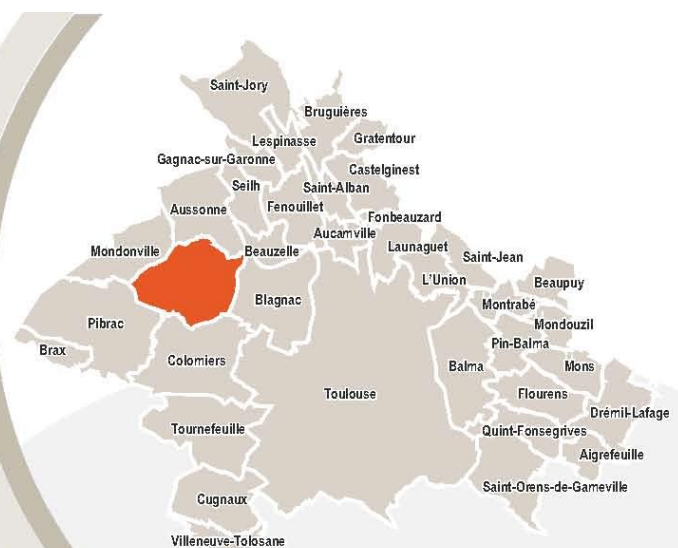


Domaine de la Planification et de la Programmation
Service de la Réglementation Urbaine



Cornebarrieu

Plan Local d'Urbanisme

PLU révisé le 1^{er} Mars 2006

- 1^{ère} Mise à jour le 5 juillet 2006
- 2^{ème} Mise à jour le 17 décembre 2007
- 3^{ème} Mise à jour le 29 décembre 2009
- 1^{ère} Modification le 23 juin 2011
- 2^{ème} Modification le 19 décembre 2011
- 2^{ème} Révision Simplifiée le 28 juin 2012
- 1^{ère} Modification simplifiée le 19 décembre 2013
- 3^{ème} Modification approuvée le 30 juin 2016
- 1^{ère} Mise En Compatibilité approuvée le 10 novembre 2016

2^{ème} Modification simplifiée du PLU
Approuvée par Délibération
du Conseil de la Métropole du 29/06/2017

0 – Documents relatifs à la procédure



Toulouse Métropole
6, Rue René Leduc - B.P. 35 821
31505 Toulouse Cedex 5
t. 05 81 91 72 00 - f. 05 81 91 72 01
www.toulouse-metropole.fr

Délibération n°DEL-17-0063

**2ème Modification Simplifiée du Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) de
Toulouse Métropole, commune de Cornebarrieu : Décision de
lancement**

L'an deux mille dix-sept le jeudi vingt-trois février à neuf heures, sous la présidence de Jean-Luc MOUDENC, Président, le Conseil s'est réuni à Espaces Vanel - Arche Marengo - Toulouse.

Participants

Afférents au Conseil :	134
Présents :	114
Procurations :	20
Date de convocation :	17 février 2017

Présents

Aigrefeuille	Mme Brigitte CALVET
Aucamville	Mme Roseline ARMENGAUD
Aussonne	Mme Lysiane MAUREL, M. Francis SANCHEZ
Balma	Mme Sophie LAMANT, M. Laurent MERIC, M. Vincent TERRAIL-NOVES
Beaupuy	M. Maurice GRENIER
Beauzelle	M. Patrice RODRIGUES
Blagnac	M. Joseph CARLES, Mme Monique COMBES, M. Bernard KELLER, M. Bernard LOUMAGNE, Mme Danielle PEREZ
Bruguières	M. Philippe PLANTADE
Castelginest	M. Grégoire CARNEIRO, Mme Béatrice URSULE
Colomiers	M. Michel ALVINERIE, M. Patrick JIMENA, M. Damien LABORDE, M. Guy LAURENT, Mme Josiane MOURGUE, Mme Karine TRAVAIL-MICHELET
Cornebarrieu	Mme Dominique BOISSON, M. Daniel DEL COL
Cugnaux	M. Michel AUJOLAT, M. Philippe GUERIN
Drémil-Lafage	Mme Ida RUSSO
Fenouillet	M. Gilles BROQUERE
Flourens	Mme Corinne VIGNON ESTEBAN
Fonbeauzard	M. Robert GRIMAUD
Gagnac	M. Michel SIMON
Gratentour	M. Patrick DELPECH
Launaguet	Mme Aline FOLTRAN, M. Michel ROUGE
Lespinasse	M. Bernard SANCE
L'Union	Mme Nadine MAURIN, Mme Nathalie SIMON-LABRIC
Mondonville	M. Edmond DESCLAUX
Mondouzil	M. Robert MEDINA
Mons	Mme Véronique DOITTAU
Pibrac	Mme Anne BORRIELLO, M. Bruno COSTES
Pin-Balma	M. Jacques DIFFIS
Quint-Fonsegrives	M. Bernard SOLERA
Saint-Alban	M. Raymond-Roger STRAMARE
Saint-Jean	M. Michel FRANCES, Mme Marie-Dominique VEZIAN
Saint-Jory	M. Thierry FOURCASSIER
Saint-Orens	M. Marc DEL BORRELLO, Mme Dominique FAURE
Seilh	M. Guy LOZANO

Toulouse	M. Christophe ALVES, M. Olivier ARSAC, M. Jean-Marc BARES-CRESCENCE, M. Franck BIASOTTO, Mme Catherine BLANC, Mme Michèle BLEUSE, Mme Charlotte BOUDARD PIERRON, M. Maxime BOYER, M. François BRIANCON, M. Sacha BRIAND, M. Joël CARREIRAS, Mme Marie-Pierre CHAUMETTE, M. François CHOLLET, M. Pierre COHEN, Mme Martine CROQUETTE, M. Romain CUJIVES, M. Jean-Claude DARDELET, M. Jean-Baptiste DE SCORRAILLE, Mme Ghislaine DELMOND, Mme Marie DEQUE, Mme Monique DURRIEU, Mme Christine ESCOULAN, Mme Julie ESCUDIER, M. Emilion ESNAULT, M. Pierre ESPLUGAS-LABATUT, Mme Marie-Jeanne FOUQUE, M. Régis GODEC, M. Francis GRASS, M. Samir HAJJE, Mme Florie LACROIX, M. Jean-Luc LAGLEIZE, Mme Annette LAIGNEAU, M. Jean-Michel LATTES, M. Laurent LESGOURGUES, Mme Marthe MARTI, M. Antoine MAURICE, Mme Marie-Hélène MAYEUX-BOUCHARD, Mme Nicole MIQUEL-BELAUD, M. Jean-Luc MOUDENC, Mme Dorothée NAON, Mme Evelyne NGBANDA OTTO, M. Romuald PAGNUCCO, Mme Cécile RAMOS, M. Jean-Louis REULAND, Mme Françoise RONCATO, M. Daniel ROUGE, Mme Sylvie ROUILLON VALDIGUIE, M. Bertrand SERP, Mme Martine SUSSET, Mme Elisabeth TOUTUT-PICARD, M. Pierre TRAUTMANN, Mme Gisèle VERNIOL, Mme Jacqueline WINNEPENNINCKX-KIESER, M. Aviv ZONABEND
Tournefeuille	Mme Mireille ABBAL, M. Patrick BEISSEL, Mme Danielle BUYS, M. Daniel FOURMY, M. Claude RAYNAL, M. Jacques TOMASI
Villeneuve-Tolosane	Mme Martine BERGES, M. Dominique COQUART

Conseillers ayant donné pouvoir

	Pouvoir à
M. Gérard ANDRE	Michel ROUGE
M. François LEPINEUX	Bernard SANCE
Mme Elisabeth MAALEM	Josiane MOURGUE
M. Arnaud SIMION	Guy LAURENT
Mme Pascale LABORDE	Damien LABORDE
M. Marc PERE	Nathalie SIMON-LABRIC
M. Jacques SEBI	Patrick DELPECH
Mme Laurence ARRIBAGE	François CHOLLET
Mme Sophia BELKACEM GONZALEZ DE CANALES	Emilion ESNAULT
M. Jean-Jacques BOLZAN	Sylvie ROUILLON VALDIGUIE
M. Frédéric BRASILES	Francis GRASS
Mme Hélène COSTES-DANDURAND	Philippe PLANTADE
Mme Vincentella DE COMARMOND	Pierre COHEN
M. Henri DE LAGOUTINE	Michel AUJOLAT
Mme Isabelle HARDY	Gisèle VERNIOL
Mme Laurence KATZENMAYER	Christophe ALVES
M. Pierre LACAZE	Monique DURRIEU
M. Djillali LAHIANI	Maxime BOYER
Mme Brigitte MICOULEAU	Aviv ZONABEND
Mme Claude TOUCHEFEU	Joël CARREIRAS

Délibération n° DEL-17-0063

2ème Modification Simplifiée du Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) de Toulouse Métropole, commune de Cornebarrieu : Décision de lancement

Exposé

Depuis le 1^{er} janvier 2016, l'article L153-36 du Code de l'urbanisme, issu de l'ordonnance n°2015-1174 du 23 septembre 2015 relative à la partie législative du Livre 1^{er} du code de l'urbanisme, dispose que : « sous réserve des cas où une révision s'impose en application de l'article L. 153-31, le plan local d'urbanisme est modifié lorsque l'établissement public de coopération intercommunale ou la commune décide de modifier le règlement, les orientations d'aménagement et de programmation ou le programme d'orientations et d'actions. ».

C'est la raison pour laquelle il est proposé, par la présente délibération, de décider d'engager la modification simplifiée du PLU de Toulouse Métropole, Commune de Cornebarrieu, concernant le règlement, en vue principalement :

- de modifier les règles concernant l'emprise au sol en zone UB et UC ;
- de modifier l'article 6 des zones U concernant le recul de certaines constructions par rapport aux voies publiques ;
- de rectifier des erreurs matérielles affectant le règlement écrit, commises lors de la précédente procédure de modification du PLU approuvée le 30 juin 2016.

Cette procédure revêt un caractère d'urgence car la commune éprouve de vives difficultés lors de l'instruction des autorisations d'urbanisme, concernant les annexes, les piscines en zones UB et UC.

L'ensemble de ces évolutions entre dans le champ d'application de la procédure de modification simplifiée prévue à l'article L153-45 du code de l'urbanisme, dont l'approbation est prévue en 2017.

Décision

Le Conseil de la Métropole,
Vu le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L153-36, L153-45 R123-1 à R123-14,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu le Schéma de Cohérence Territoriale (S.Co.T.) de la Grande Agglomération Toulousaine approuvé le 15 juin 2012, modifié le 12 décembre 2013 et mis en compatibilité le 9 décembre 2014 ;
Vu le Plan de Déplacements Urbains (PDU) approuvé le 17 octobre 2012,
Vu le Programme Local de l'Habitat (PLH) adopté par délibération du Conseil de Communauté le 17 mars 2011, modifié par délibération du 29 mars 2012 et prorogé par délibération du 17 décembre 2015,
Vu le Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) de Toulouse Métropole, Commune de Cornebarrieu approuvé par délibération du Conseil Municipal en date du 1er mars 2006, modifié par délibérations du Conseil Communautaire du 23 juin 2011, du 19 décembre 2011 et du Conseil de la Métropole en date du 30 juin 2016, révisé de manière simplifiée par délibérations du Conseil Communautaire du 28 juin 2012, du 11 octobre 2012 et du 19 décembre 2013, mis à jour par arrêtés du 5 juillet 2006, du 17 décembre 2007 et du 29 décembre 2009 et mis en compatibilité par délibération du Conseil de Métropole du 10 novembre 2016,
Vu l'avis favorable de la Commission urbanisme et projets urbains du 19 janvier 2017,
Entendu l'exposé de Monsieur le Président, après en avoir délibéré,
Décide :

Article 1

De modifier de manière simplifiée le PLU de Toulouse Métropole, Commune de Cornebarrieu, concernant le règlement, en vue principalement :

- de modifier les règles concernant l'emprise au sol en zone UB et UC ;
- de modifier l'article 6 des zones U concernant le recul de certaines constructions par rapport aux voies publiques ;
- de rectifier des erreurs matérielles affectant le règlement écrit, commises lors de la précédente procédure de modification du PLU approuvée le 30 juin 2016.

Article 2

De procéder à l'affichage de la présente délibération durant un mois au siège de Toulouse Métropole et à la Mairie de Cornebarrieu.

Article 3

De préciser que la présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs de Toulouse Métropole.

Article 4

De préciser qu'en vertu des articles L2131-1 et L5211-3 du code général des collectivités territoriales, la présente délibération sera exécutoire après sa transmission au représentant de l'État et l'accomplissement des mesures d'affichage édictées à l'article 2 ci-dessus.

Article 5

D'autoriser Monsieur le Président de Toulouse Métropole à signer tous les actes nécessaires à la poursuite de la présente procédure de modification simplifiée.

Résultat du vote :

Pour	134
Contre	0
Abstentions	0
Non participation au vote	0

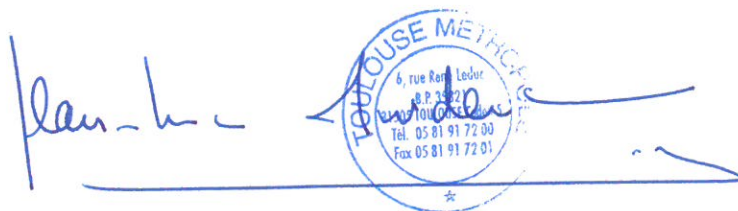
Publiée par affichage le

06 MARS 2017

Reçue à la Préfecture le

06 MARS 2017

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an que dessus,
Au registre sont les signatures,
Pour extrait conforme,
Le Président,



Jean-Luc MOUDENC



Domaine Planification et Programmation

ARRETE

DE MISE EN OEUVRE DE LA 2ème MODIFICATION SIMPLIFIEE DU PLAN LOCAL D'URBANISME (P.L.U.) DE TOULOUSE METROPOLE, COMMUNE DE CORNEBARRIEU PRECISANT LES MODALITES DE MISE A DISPOSITION DU PROJET AUPRES DU PUBLIC

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L153-45 à L153-48,

Vu la délibération du Conseil de la Métropole du 9 avril 2015 définissant les modalités de mise à disposition du public des projets de modifications simplifiées pour l'ensemble des documents d'urbanisme des communes membres de la Métropole ;

Vu la délibération du Conseil de la Métropole du 23 février 2017 portant décision de modifier de manière simplifiée le PLU de Toulouse Métropole, commune de Cornebarrieu ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) de Toulouse Métropole, Commune de Cornebarrieu, approuvé par délibération du Conseil Municipal en date du 1er mars 2006, modifié par délibérations du Conseil Communautaire du 23 juin 2011, du 19 décembre 2011 et du Conseil de la Métropole en date du 30 juin 2016, révisé de manière simplifiée par délibérations du Conseil Communautaire du 28 juin 2012, du 11 octobre 2012 et du 19 décembre 2013, mis à jour par arrêtés du 5 juillet 2006, du 17 décembre 2007 et du 29 décembre 2009 et mis en compatibilité par délibération du Conseil de Métropole du 10 novembre 2016 ;

Considérant

Monsieur le Président arrête

Article 1 : En vertu du champ d'application défini à l'article L153-45 du code de l'urbanisme, une procédure de modification simplifiée du Plan Local d'Urbanisme de Toulouse Métropole, Commune de Cornebarrieu, est mise en œuvre, en vue principalement :

- de modifier les règles concernant l'emprise au sol en zone UB et UC ;
- de modifier l'article 6 des zones UB et UC concernant le recul de certaines constructions par rapport aux voies ;
- de rectifier des erreurs matérielles affectant le règlement écrit, suite au contrôle de légalité portant sur la dernière modification du PLU.

Article 2 : Le projet de modification simplifiée du P.L.U. de Toulouse Métropole, Commune de Cornebarrieu, l'exposé de ses motifs et, le cas échéant, les avis émis par les personnes

publiques associées seront mis à disposition du public selon des modalités fixées par la délibération du 23 février 2017 du Conseil de la Métropole et précisées par le présent arrêté.

Article 3 : Le dossier du projet de modification simplifiée est mis à disposition du public et consultable pour une durée d'1 mois, à compter du lundi 20 mars jusqu'au vendredi 21 avril 2017 inclus :

- au siège de Toulouse Métropole, 6 rue René Leduc à Toulouse (Métro ligne A - station Marengo), du lundi au vendredi de 8h00 à 18h00 ;
- à la Ville de Cornebarrieu : à l'annexe Joseph Donat de la Mairie, 2 avenue de Versailles, 31700 Cornebarrieu.

Article 4 : Pendant toute la durée de la mise à disposition, le dossier du projet de modification simplifiée est mis en ligne, sur le site Internet de Toulouse Métropole (www.toulouse-metropole.fr) et sur le site internet de la commune de Cornebarrieu (www.cornebarrieu.com). Les documents y sont librement téléchargeables.

Article 5 : Pendant toute la durée de la mise à disposition, chacun peut s'exprimer sur un registre à feuillets non mobiles ouvert :

- au siège de Toulouse Métropole, 6 rue René Leduc à Toulouse (Métro ligne A - station Marengo), du lundi au vendredi de 8h00 à 18h00,
- à la Ville de Cornebarrieu : à l'annexe Joseph Donat de la Mairie, 2 avenue de Versailles, 31700 Cornebarrieu, du lundi 20 mars jusqu'au vendredi 21 avril 2017 inclus de 9h00 à 12h30 et de 14h00 à 18h00.

Toute personne aura en outre la possibilité de communiquer ses observations par voie électronique sur le site internet de Toulouse Métropole : www.toulouse-metropole.fr.

Enfin, pendant toute la durée de la mise à disposition, toute personne peut également s'exprimer par courrier, à l'attention de Monsieur le Président de Toulouse Métropole, Toulouse Métropole - 6, Rue René Leduc – BP 35821 – 31505 Toulouse Cedex 5.

Article 6 : Huit jours au moins avant le début de la mise à disposition, un avis au public précisant l'objet de la modification simplifiée, les lieux et les heures où le public pourra consulter le dossier et formuler des observations sera publié dans un journal diffusé dans le Département et sur le site internet de Toulouse Métropole.

Dans ce même délai et jusqu'à la fin de la mise à disposition, cet avis sera également affiché au siège de Toulouse Métropole, ainsi qu'en Mairie de la Commune de Cornebarrieu.

Article 7 : A l'expiration du délai de mise à disposition du public prévu à l'article 3, les registres seront clos et signés par Monsieur le Président de Toulouse Métropole ou son représentant pour celui déposé à Toulouse Métropole et par Monsieur le Maire de Cornebarrieu ou son représentant pour celui déposé en Mairie, aux heures de fermeture telles que mentionnées à l'article 3 du présent arrêté.

La communication des observations du public par voie électronique et l'envoi de courriers par voie postale prendront fin selon les mêmes modalités que ci-dessus, la date et l'heure de réception du courrier électronique et le cachet de la poste faisant foi.

Article 8 : A l'issue de la mise à disposition, Monsieur le Président de Toulouse Métropole en présentera le bilan devant le Conseil de la Métropole, qui en délibérera.

Article 9 : Le projet de modification simplifiée du P.L.U, éventuellement rectifié pour tenir compte des avis émis et des observations du public, sera soumis à l'approbation du Conseil de la Métropole, qui se prononcera par délibération motivée.

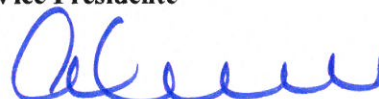
Article 10 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de Toulouse Métropole.

Article 11 : Le présent arrêté sera affiché au siège de Toulouse Métropole et à la Mairie de la Commune de Cornebarrieu pendant toute la durée de la mise à disposition du public.

Article 12 : Une copie du présent arrêté sera adressée à :
Monsieur le Préfet de la Haute-Garonne,
Monsieur le Maire de Cornebarrieu.

Fait à Toulouse, le 28 FEV. 2017

La Vice Présidente



Annette LAIGNEAU

Le Président de Toulouse Métropole

Atteste exécutoire le présent acte

- Reçu à la Préfecture le :

- Publié par affichage :

- au siège de Toulouse Métropole, le :

- en mairie, le :

- Notifié dans la Presse :

Certifié exécutoire le :

La Vice Présidente

Annette LAIGNEAU

CONSEIL MUNICIPAL DE CORNEBARRIEU

Extrait du procès-verbal des délibérations

SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 28 JUIN 2017

Déposé en Préfecture le :	Certifié exécutoire le :	Publié ou Notifié le :
---------------------------	--------------------------	------------------------

Nombre de Conseillers : En exercice : 28 Présents : 19 Votants : 21

Le vingt huit juin deux mille dix sept, à 18 h 30, le Conseil Municipal de la Commune de CORNEBARRIEU, convoqué le 22 juin 2017, s'est réuni en session ordinaire à la Mairie, sous la présidence de Monsieur Alain TOPPAN, Maire.	
Etaient présents :	M. TOPPAN, Mme BOISSON, Mme VALAT, Mme VIAUD, Mme BOURDOULOUS, M. BONNET, M. HUGUES, Mme HAFFNER-ANDREU, Mme COLLIER, M. de FALETANS, Mme TALBOT, Mme BERMOND, Mme BARACASSA, Mme GILSON, Mme FABRE, Mme VIDALINC, M. BOYER, Mme HUTS et M. RIOU
Procuration(s) :	M. BOSELLI à M. TOPPAN M. DUBIN à Mme VALAT
Absent(e)s excusé(e)s :	M. DEL COL, M. FOURNES, M. RAMOND, M. DOMINICI, M. BOUTDARINE, M. SANSONETTO, Mme ALONZO
Secrétaire de séance :	M. RIOU

Délibération n° 2017-06-66

Objet : 2.1. URBANISME – DOCUMENTS d'URBANISME
Avis du Conseil Municipal relatif au bilan de la mise à disposition et approbation de la 2^e modification simplifiée du Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) de Toulouse Métropole, Commune de CORNEBARRIEU, avant approbation par le Conseil de Communauté de Toulouse Métropole

Monsieur le Maire expose :

La procédure de 2^e modification simplifiée du Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) de Toulouse Métropole, Commune de CORNEBARRIEU, a été lancée par arrêté du Président de Toulouse Métropole en date du 23 février 2017.

Le dossier de deuxième modification simplifiée du PLU, présenté à l'enquête publique avait pour objectifs :

- de modifier les règles concernant l'emprise au sol en zone UB et UC ;
- de modifier l'article 6 des zones UB et UC concernant le recul de certaines constructions par rapport aux voies ;
- de rectifier des erreurs matérielles affectant le règlement écrit, suite au contrôle de légalité portant sur la dernière modification du PLU.

La mise à disposition du public s'est tenue du lundi 20 mars 2017 au vendredi 21 avril 2017.

I. Objets de la présente modification simplifiée du P.L.U. de Toulouse Métropole, Commune de Cornebarrieu

A) Modifications de l'article 9 des zones UB et UC

Il s'agit notamment d'augmenter l'emprise au sol de 20 % à 25 % afin de permettre de manière cohérente des projets d'extensions.

B) Modification de l'article 6 des zones UB et UC

Il s'agit de permettre l'implantation des constructions et des annexes à ces constructions en limite de voies et emprises privées et des piétonniers.

C) Rectifications d'erreurs matérielles

Il s'agit de la prise en compte du Contrôle de légalité sur la troisième modification du PLU de Cornebarrieu approuvée le 30 juin 2016.

Tous les points énumérés ci-dessus rentrant dans le champ d'application de l'article L153-45 du Code de l'Urbanisme, la mise en œuvre d'une procédure de modification simplifiée est justifiée.

II) Déroulement et bilan de la mise à disposition

Le dossier du projet de modification simplifiée et l'exposé de ses motifs ont été mis à disposition du public du lundi 20 mars au vendredi 21 avril 2017 inclus, à la mairie de Cornebarrieu et au siège de Toulouse Métropole.

L'information au public quant à la mise à disposition des dossiers, a été assurée par voie de presse dans la Voix du Midi de Toulouse du 9 au 15 mars 2017, par affichage en mairie et au siège de Toulouse Métropole, sur les emplacements prévus à cet effet dans la commune et sur les sites internet de Toulouse Métropole et de la mairie de Cornebarrieu.

A) Observations du public et prise en compte

Aucune observation n'a été consignée dans les registres tenus à disposition du public à la mairie de Cornebarrieu et au siège de Toulouse Métropole.

B) Avis des Personnes Publiques Associées

Dans le cadre de la procédure, le dossier de 2^e modification simplifiée a été notifié aux personnes publiques associées, conformément au Code de l'Urbanisme.

5 réponses ont été reçues :

- La Chambre d'Agriculture de la Haute-Garonne, par courrier du 9 mars 2017, donne un avis favorable au projet.
- Le Conseil Départemental de la Haute-Garonne, par courrier du 13 mars 2017, ne formule aucune observation particulière. Il précise néanmoins, que compte tenu du transfert de compétence sur la voirie routière à Toulouse Métropole, l'emplacement réservé n°1 (prolongement de la RD63) ne doit plus figurer au bénéfice du Département.
- Le Syndicat Mixte des Transports en Commun (SMTC), par courrier du 14 mars 2017, ne formule pas d'observation particulière.
- La Direction Départementale des Territoires (DDT), par courrier du 14 mars 2017, ne formule pas d'observation.
- Le Syndicat Mixte d'études pour Entreprendre et mettre en œuvre le schéma de cohérence territoriale de la grande Agglomération Toulousaine (SMEAT), par courrier du 20 avril 2017, indique que ces nouvelles dispositions pourraient générer des capacités d'accueil supplémentaires pour les secteurs UBb et UC qui correspondraient à l'équivalent d'1,5 pixels mixtes non bâti avec pour option, soit de traduire des densités compatibles avec celles recommandées par le SCOT, soit de faire application du dispositif « densité contre pixel » en identifiant les potentiels concernés.

C) Réponses apportées par Toulouse Métropole aux avis des Personnes Publiques associées

En vertu de l'article L153-47 du code de l'urbanisme, il est proposé au Conseil Municipal de délibérer sur le présent bilan de la mise à disposition du public du projet de modification simplifiée du PLU de Toulouse Métropole, Commune de Cornebarrieu et d'approuver le présent projet de modification simplifiée du P.L.U. de Toulouse Métropole, Commune de Cornebarrieu joint à la présente délibération et modifié comme suit pour tenir compte notamment de l'avis du SMEAT : il est donc proposé de compléter la notice explicative afin de clarifier le choix de la commune de faire application du dispositif « densité contre pixel » tel que le permet le SCOT approuvé le 27 avril 2017, tout en identifiant les potentiels concernés.

En outre, suite à l'arrêté préfectoral du 17 février 2017 approuvant le Plan de Prévention des Risques d'Inondation (PPRI) de l'Aussonnelle et de ses affluents, cette Servitude d'Utilité Publique est annexée au PLU de Toulouse Métropole, commune de Cornebarrieu, à la date de la présente délibération.

Ainsi, il est donc proposé d'approuver le bilan de la mise à disposition et approbation de la 2^e modification simplifiée du Plan Local d'Urbanisme (P.L.U) de Toulouse Métropole, Commune de CORNEBARRIEU, avant approbation par le Conseil de communauté de Toulouse Métropole.

Le Conseil Municipal,

- Vu le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L153-45 à L153-48,
- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
- Vu le Schéma de Cohérence Territoriale (S.C.O.T.) de la Grande Agglomération Toulousaine approuvé le 27 avril 2017,
- Vu le Plan de Déplacements Urbains (PDU) approuvé le 17 octobre 2012
- Vu le Programme Local de l'Habitat (PLH) adopté par Délibération du Conseil de Communauté le 17 mars 2011, modifié par délibération du 29 mars 2012,
- Vu le Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) de Toulouse Métropole, Commune de Cornebarrieu, approuvé par délibération du Conseil Municipal en date du 1er mars 2006, modifié par délibérations du Conseil Communautaire du 23 juin 2011, du 19 décembre 2011 et du Conseil de la Métropole en date du 30 juin 2016, révisé de manière simplifiée par délibérations du Conseil Communautaire du 28 juin 2012, du 11 octobre 2012 et du 19 décembre 2013, mis à jour par arrêtés du 5 juillet 2006, du 17 décembre 2007 et du 29 décembre 2009 et mis en compatibilité par délibération du Conseil de Métropole du 10 novembre 2016,
- Vu la délibération du Conseil de la Métropole du 09 avril 2015 définissant les modalités de mise à disposition du public des projets de modifications simplifiées pour l'ensemble des documents d'urbanisme des communes membres de la Métropole,
- Vu la délibération du conseil de Métropole 23 février 2017 prenant la décision de lancer la 2^e modification simplifiée du P.L.U. de Toulouse Métropole, Commune de Cornebarrieu ;
- Vu l'arrêté du Président de Toulouse Métropole du 28 février 2017 prenant l'initiative de mise en œuvre de la 2^e modification simplifiée du P.L.U. de Toulouse Métropole, Commune de Cornebarrieu et précisant les modalités de mise à disposition du projet auprès du public,
- Vu l'arrêté préfectoral du 17 février 2017 approuvant le Plan de Prévention des Risques d'Inondation (PPRi) de l'Aussonnelle, et de ses affluents,
- Vu l'avis de la commission urbanisme et projets urbains de Toulouse Métropole en date du 9 mai 2017,
- Vu le dossier de 2^e modification simplifiée tel qu'annexé à la présente délibération,

Entendu l'exposé de Monsieur le Maire, après en avoir délibéré,

Décide

- **D'émettre** un avis favorable du bilan de la mise à disposition et approbation de la 2^e modification simplifiée du Plan Local d'Urbanisme (P.L.U) de Toulouse Métropole, Commune de CORNEBARRIEU relatif à l'évolution des règles des articles 6 et 9 des

- zones UB et UC ainsi qu'à la correction d'erreurs matérielles et modifié comme mentionné précédemment pour tenir compte des observations émises pendant la mise à disposition du public et des avis des personnes publiques associées, et joint à la présente délibération, avant approbation par le Conseil de communauté de Toulouse ;
- **De confirmer** que la mise à disposition du public du projet de 2^e modification simplifiée du P.L.U. de Toulouse Métropole, Commune de Cornebarrieu s'est déroulée aux dates et selon les modalités initialement prévues ;
- **De tenir** à la disposition du public la présente délibération, ainsi que le dossier de P.L.U. modifié de façon simplifiée, à la Mairie de Cornebarrieu, au siège de Toulouse Métropole et à la Préfecture de la Haute-Garonne ;
- **De préciser** que la présente délibération sera exécutoire après la transmission du dossier au représentant de l'État et son affichage pendant un mois en Mairie ;
- **D'autoriser** Monsieur le Maire à signer tous actes afférents à la procédure.

POUR : 21 CONTRE : 0 ABSTENTIONS : 0 REFUS DE VOTE : 0

.....
Ont signé tous les membres présents.
Cornebarrieu, le 28 juin 2017

Le Maire,
Alain TOPPAN



Cet acte peut faire l'objet d'un recours dans un délai de deux mois, soit par la voie gracieuse ou hiérarchique devant l'autorité compétente, soit devant le Tribunal Administratif de Toulouse.

Accusé de réception en préfecture
031-213101504-20170628-DEL-2017-06-66-
DE
Date de télétransmission : 03/07/2017
Date de réception préfecture : 03/07/2017

Domaine de la Planification et de la Programmation
Service de la Réglementation Urbaine



Plan Local d'Urbanisme

PLU révisé le 1^{er} Mars 2006

1^{ère} Mise à jour le 5 juillet 2006

2^{ème} Mise à jour le 17 décembre 2007

3^{ème} Mise à jour le 29 décembre 2009

1^{ère} Modification le 23 juin 2011

2^{ème} Modification le 19 décembre 2011

2^{ème} Révision Simplifiée le 28 juin 2012

1^{ère} Modification simplifiée le 19 décembre 2013

3^{ème} Modification approuvée le 30 juin 2016

1^{ère} Mise En Compatibilité approuvée le 10 novembre 2016

2^{ème} Modification simplifiée du PLU
Approuvée par Délibération
du Conseil de la Métropole du 29/06/2017

1 – Rapport de présentation

- Notice explicative



aua/T Toulouse
aire métropolitaine

toulouse
métropole

Toulouse Métropole
6, Rue René Leduc - B.P. 35 821
31505 Toulouse Cedex 5
t. 05 81 91 72 00 - f. 05 81 91 72 01
www.toulouse-metropole.fr

SOMMAIRE

- 1 - OBJET DE LA MODIFICATION DU P.L.U ET PROCEDURE DE MISE EN ŒUVRE**
 - 1-1- Rappel de l'évolution du document d'urbanisme
 - 1-2- Procédure et planning de modification du PLU
- 2 - LES MODIFICATIONS / OBJECTIFS ET DISPOSITIONS RETENUES**
- 3 - LES INCIDENCES DE LA MODIFICATION SUR L'ENVIRONNEMENT**
- 4 - LISTE DES DOCUMENTS MODIFIES**

1 - OBJET DE LA MODIFICATION DU P.L.U ET PROCEDURE DE MISE EN ŒUVRE

La Communauté urbaine de Toulouse métropole, conformément aux dispositions de l'article L.123-13-3 du Code de l'Urbanisme, lance le projet de modification simplifiée du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Toulouse métropole, commune de Cornebarrieu.

1-1 - Rappel de l'évolution du document d'urbanisme

Au 1^{er} janvier 2009, et par arrêté préfectoral du 24 décembre 2008, la Communauté d'Agglomération de Toulouse métropole est devenue Communauté Urbaine. Depuis le 1^{er} janvier 2015 (décret du 22 septembre 2014) la Communauté Urbaine de Toulouse métropole est devenue « Toulouse métropole ». Compétente notamment en matière de PLU et documents en tenant lieu, elle est amenée à gérer tous les POS et PLU communautaires à l'échelle des 37 communes membres de Toulouse métropole.

Par délibération du Conseil Municipal du 1^{er} mars 2006, la commune de Cornebarrieu a approuvé la deuxième révision de son Plan Local d'Urbanisme. Le PLU a été mis à jour une première fois par arrêté du Conseil Municipal le 5 juillet 2006 puis, mis à jour une deuxième fois par arrêté du Conseil Municipal le 17 décembre 2007 pour intégrer le PEB de l'aéroport de Blagnac aux Annexes du PLU et une troisième fois par arrêté du Grand Toulouse du 29 décembre 2009. La 1^{ère} modification du PLU a été approuvée par délibération du Grand Toulouse le 23 juin 2011 et la deuxième modification le 19 décembre 2011. Depuis, deux révisions simplifiées ont été approuvées le 28 juin 2012 et le 11 octobre 2012. Enfin, le PLU a fait également l'objet d'une procédure de modification simplifiée approuvée le 19 décembre 2013. Une 3^{ème} modification du PLU a été approuvée par le Conseil de la Métropole le 30 juin 2016. Une 1^{ère} Mise en compatibilité du PLU a été approuvée par le Conseil de la Métropole le 10 novembre 2016.

Le projet de la présente modification simplifiée du PLU est notifié aux personnes publiques associées pour information, préalablement à la mise à disposition pour une durée de 32 jours consécutifs à compter du 20 mars au 21 avril 2017 inclus.

1-2 - Procédure et planning de la modification simplifiée du PLU

1-2-1 MISE A DISPOSITION DU DOSSIER AU PUBLIC

Les modalités de mise à disposition du dossier au public de la modification simplifiée ont été définies par la délibération de lancement de Toulouse métropole du 23 février 2017.

Cette mise à disposition du public se déroulera du 20 mars au 21 avril 2017 inclus.

A la suite de cette mise à disposition du dossier au public, le Conseil de la Métropole tirera le bilan de la mise à disposition et se prononcera sur l'approbation de la modification simplifiée.

1-2-2 NOTIFICATION DU DOSSIER AUX PERSONNES PUBLIQUES ASSOCIEES

Le dossier du PLU conformément à l'article L.153-47 du Code de l'Urbanisme a été notifié avant le début de la mise à disposition du dossier aux personnes publiques suivantes pour information :

Monsieur le Préfet de la Haute-Garonne, et la Direction Départementale des Territoires,
Madame la Présidente du Conseil Régional Occitanie,
Monsieur le Président du Conseil Départemental de la Haute-Garonne,
Monsieur le Président du SMEAT,
Monsieur le Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Toulouse,
Monsieur le Président de la Chambre d'Agriculture de la Haute-Garonne,
Monsieur le Président de la Chambre des Métiers de la Haute-Garonne,
Monsieur le Président du S.M.T.C.,
Madame la Présidente du Groupement Départemental HLM,
Monsieur le Maire de Cornebarrieu.

1-2-3 PLANNING DE LA PROCEDURE DE 2^{ème} MODIFICATION SIMPLIFEE DU PLU

Elaboration du projet de modification simplifiée du PLU

Notification du dossier PLU aux personnes publiques associées pour avis

**Délibération de lancement du 23 février 2017
Arrêté du 28 février 2017**



♦ Mesures de publicité : affichage + insertion d'avis dans 1 journal régional ou local

8 jours avant, Insertion dans un journal régional ou local

**Mise à disposition du public
20 mars 2017 au 21 avril 2017 inclus**

♦ Modification du projet et réunions éventuelles



Délibérations

**Avis du Conseil Municipal prévu au mois de 28 Juin 2017
Approbation en Conseil Communautaire prévue 29 Juin 2017**

Mesures de publicité : affichage en Mairie et à Toulouse métropole + mention dans 1 journal départemental + publication au recueil des actes administratifs

2 - LES MODIFICATIONS / OBJECTIFS ET DISPOSITIONS RETENUES

2-1 - Modification de l'article 6 des zones UB et UC

La commune de Cornebarrieu souhaite permettre l'implantation de constructions et des annexes à ces constructions en limite de voies et emprises privées et des piétonniers tout en répondant aux autres conditions énoncées dans cet alinéa (conditions de hauteurs, longueurs, sécurité). Il est donc proposé dans cette procédure de modification simplifiée du PLU de supprimer la mention « pour les voies et emprises privées et piétonniers » aux articles 6 des zones UB et UC.

Les dispositions retenues au document écrit du règlement

ARTICLE UB ET UC 6 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES

(...)

2 - Des implantations autres que celles définies à l'alinéa 1 ci-dessus seront possibles le long des voies jusqu'en limite d'emprise sous les conditions cumulatives suivantes :

- pour les voies et emprises privées et piétonniers
 - leur hauteur ne doit pas excéder 2,50 mètres sur la sablière (non compris une tolérance de 1 mètre pour pignon),
 - la longueur totale de la façade des bâtiments implantés dans la bande de recul ne doit pas excéder 8 mètres,
 - et la sécurité publique doit rester assurée, particulièrement en matière de visibilité.
- Toutefois, dans le cas d'un bâtiment existant à la date d'approbation du présent règlement et déjà implanté dans la bande de recul (en partie au moins), toute extension, aménagement ou surélévation pourra être implantée avec le même recul, sans conditions de hauteur ou de longueur autres que celles des autres articles de la zone.

(...)

2-2 - Modification de l'article 9 des zones UB et UC

La commune de Cornebarrieu souhaite permettre la réalisation d'extension des constructions et des annexes à ces constructions. Le coefficient d'emprise au sol de 20% affiché aux articles 9 des zones UB et UC est trop faible et ne permet pas d'autoriser de manière cohérente les projets extensions. Il est proposé dans cette procédure de modification simplifiée du PLU de passer à 25% pour ce coefficient d'emprise aux articles 9 des zones UB et UC.

Par ailleurs, il est proposé dans cette procédure de ne pas appliquer le calcul de l'emprise au sol dans le cas d'aménagement, de restauration, d'agrandissement de bâtiments existants ainsi que pour les piscines non couvertes, les abris de jardin et les annexes et dans le cas d'équipements publics.

Ces deux dispositions n'augmenteront pas de plus de 20% les possibilités de construire au sein d'une zone pour rester dans cette procédure de modification simplifiée du PLU.

Les dispositions retenues au document écrit du règlement

ARTICLE UB 9 - EMPRISE AU SOL

En secteur UB, l'emprise au sol des constructions et des installations existantes et projetées ne peut excéder 20% 25% de l'unité foncière.

Cette règle ne s'applique pas dans le cas d'aménagement, de restauration, d'agrandissement de bâtiments existants ainsi que pour les piscines non couvertes, les abris de jardin et les annexes indépendantes qui ne dépassent pas 2.50m de haut au faitage et d'une surface de plancher inférieure à 9m². Les équipements publics ne sont pas assujettis à cette règle.

ARTICLE UC 9 - EMPRISE AU SOL

En secteur UC, l'emprise au sol des constructions et des installations existantes et projetées ne peut excéder 20% 25% de l'unité foncière.

Cette règle ne s'applique pas dans le cas d'aménagement, de restauration, d'agrandissement de bâtiments existants ainsi que pour les piscines non couvertes, les abris de jardin et les annexes indépendantes qui ne dépassent pas 2.50m de haut au faitage et d'une surface de plancher inférieure à 9m. Les équipements publics ne sont pas assujettis à cette règle.

2-3 - Correction d'erreurs matérielles

Suite à la demande de la DDT par courrier du 19 octobre 2016, Il est proposé dans cette procédure de modification simplifiée de corriger les erreurs matérielles suivantes :



PREFET DE LA HAUTE-GARONNE



Direction départementale des territoires

Toulouse, le 19 OCT. 2016

Mission des affaires juridiques et contrôles

Le préfet de la région Occitanie,
préfet de la Haute-Garonne

Affaire suivie par : Laëtitia de BENEDETTI
Téléphone : 05 81 97 71 37
Télécopie : 05 81 97 54 48
Courriel : laetitia.de-benedetti
@haute-garonne.gouv.fr

a

Monsieur le Président de Toulouse
Métropole
6 rue René Leduc
BP 35 821
31505 TOULOUSE cedex 5

Objet : Contrôle de légalité de la troisième modification du PLU de Comebarrieu

Au titre du contrôle de légalité, j'ai bien reçu le 8 juillet 2016 le dossier de la troisième modification du PLU de Comebarrieu, complété le 23 août 2016 par les pièces demandées.

Les erreurs matérielles suivantes ont été relevées :

- la rédaction de l'article IUE 3 n'a pas été reprise comme indiqué dans la notice p 27
- la recodification du code de l'urbanisme n'a pas été prise en compte dans l'ensemble du règlement écrit
- le remplacement des notions de SHON ou de SHOB par la Surface Plancher n'a pas été effectué pour toutes les références.

Il convient donc de corriger ces incohérences lors de la prochaine évolution de votre document d'urbanisme.

La troisième modification du PLU de Comebarrieu est exécutoire depuis le 18 juillet 2016.

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général,

Stéphane D'ARQUIN

2-3-1 - Compléter l'article 3 de la zone 1UE

Dans la procédure de 3^{ème} modification du PLU, il était proposé d'intégrer une nouvelle rédaction de l'article 3 des zones du PLU. Un oubli a été fait sur le remplacement du texte de l'article 3 de la zone 1UE. Le nouveau texte est réintégré dans la présente procédure.

➤ Les modifications apportées au règlement écrit 4.a

ARTICLE 1 UE 3 - ACCES ET VOIRIE

1—Accès

Pour être constructible, tout terrain doit avoir accès à une voie publique ou privée ouverte à la circulation soit directement, soit par l'intermédiaire d'un passage aménagé sur fond voisin.

Les accès doivent être adaptés à l'opération et aménagés de façon à apporter la moindre gêne pour la circulation publique.

Lorsque le terrain est riverain de deux ou plusieurs voies publiques, l'accès sur celle de ces voies qui présenterait une gêne ou un risque pour la circulation peut être interdit.

En particulier, les accès privatifs à la R.D. 1 et à la R.D. 63e doivent être limités en nombre et regroupés entre eux.

2—Voirie nouvelle

2.1. Les voies se terminant en impasse doivent être aménagées dans leur partie terminale, de telle sorte que tout véhicule lourd puisse faire aisément demi-tour (dispositif de retournement de 22 mètres de diamètre extérieur minimum pour les voies publiques et 16 mètres pour les voies privées).

2.2. Les intersections et les carrefours doivent être aménagés de manière à permettre l'évolution correcte des véhicules et à assurer la meilleure visibilité.

3—Pistes cyclables et chemins piétonniers

L'ouverture de pistes cyclables et de chemins piétonniers pourra être exigée pour assurer la desserte du quartier ou celle des équipements publics ou d'intérêt collectif.

Les caractéristiques de ces accès et voiries doivent répondre aux normes minimales en vigueur concernant l'approche des moyens de défense contre l'incendie et de protection civile, le brancardage, la circulation des handicapés moteurs.

Un projet peut être refusé sur des terrains qui ne seraient pas desservis par des voies publiques ou privées dans des conditions répondant à son importance ou à la destination des constructions ou des aménagements envisagés, et notamment si les caractéristiques de ces voies rendent difficile la circulation ou l'utilisation des engins de lutte contre l'incendie.

Il peut également être refusé, ou n'être accepté que sous réserve de prescriptions spéciales, si les accès présentent un risque pour la sécurité des usagers des voies publiques ou pour celle des personnes utilisant ces accès. Cette sécurité doit être appréciée compte tenu, notamment, de la position des accès, de leur configuration ainsi que de l'intensité du trafic.

1 - Accès aux voies ouvertes à la circulation publique

1.1. Pour être constructible, un terrain doit avoir, un accès privatif à une voie publique ou privée, soit directement, soit par l'intermédiaire d'un passage aménagé sur fonds voisins.

1.2. Les accès doivent être adaptés à l'importance et à la destination de l'immeuble ou de l'ensemble d'immeubles édifiés. Ils doivent présenter des caractéristiques permettant de satisfaire aux exigences de la sécurité, de la protection civile et de la défense contre l'incendie. Ils ne devront en aucun cas être inférieurs à 3 mètres (bande de stationnement non comprise).

1.3. Les accès doivent être aménagés de façon à apporter la moindre gêne à la circulation publique

- Toute opération doit comporter le minimum d'accès sur les voies publiques.

- Lorsque le terrain est riverain de deux ou plusieurs voies publiques, l'accès sur celle de ces voies qui supporte les trafics les plus importants ou qui présente une gêne ou un risque pour la circulation peut être interdit.

En particulier, les accès privatifs à la R.D. 1 et à la R.D. 63e doivent être limités en nombre et regroupés entre eux.

2 – Voiries nouvelles

2.1. Voies ouvertes à la circulation publique

Les voies comprennent non seulement la chaussée mais également toutes ses dépendances nécessaires à la conservation et à l'exploitation de la route ainsi qu'à la sécurité des usagers.

2.1.1. Les dimensions, formes et caractéristiques techniques des voies doivent être adaptées aux usages qu'elles supportent et à l'importance et à la destination de l'immeuble ou de l'ensemble d'immeubles édifiés qu'elles doivent desservir.

2.1.2. Les intersections et les carrefours doivent être aménagés de manière à permettre l'évolution correcte des véhicules et à assurer la meilleure visibilité.

2.1.3. Les voies ouvertes à la circulation publique doivent correspondre aux caractéristiques suivantes :

- les voies à double sens doivent avoir :

- une largeur minimum de 8 mètres, portée à 10 mètres en cas de stationnement latéral

- une chaussée d'une largeur minimum de 5,20 mètres en fonction de la nature du trafic susceptible d'être supporté, portée à 7 mètres minimum en cas de stationnement latéral.

- Les voies en sens unique doivent avoir :

- une largeur minimum de 6 mètres pouvant être portée à 8 mètres minimum en cas de stationnement latéral

- une chaussée d'une largeur minimum de 3,20 mètres, portée à 3,50 minimum en cas de stationnement latéral.

- En cas d'impasse :

Toutes les voies doivent prévoir un maillage. Toutefois, si cela n'est pas techniquement possible, les voies en impasse seront exceptionnellement admises avec des dispositions spécifiques :

- La longueur totale des voies en impasse ne peut excéder 100 mètres, y compris le dispositif terminal de retournement.

- Il doit être aménagé dans la partie terminale des voies en impasse un dispositif de retournement qui devra présenter un diamètre extérieur de 22 mètres, si le véhicule de ramassage des ordures ménagères pénètre à l'intérieur de l'opération. Dans le cas où le ramassage se fait à l'entrée de l'opération, l'aire de retournement n'est pas soumise à ces dimensions. Toutefois elle devra permettre à tout véhicule de faire aisément un demi-tour, (raquette en forme de T ou Y) conformément aux préconisations du Service Départemental d'Incendie et de Secours.

2.2. Voies non ouvertes à la circulation publique

Elles doivent être aménagées afin de permettre aux usagers de faire aisément demi tout et répondre aux caractéristiques techniques permettant l'accès et la manœuvre des moyens de secours.

2.3. Voies cyclables et chemins piétonniers

L'ouverture de voies cyclables et/ou de chemins piétonniers pourra être exigée notamment pour desservir les équipements publics, renforcer les liaisons inter quartiers... etc.

2.4. D'autres caractéristiques de voies différentes à celles évoquées aux alinéas ci-dessus peuvent être :

- Acceptées dans le cadre d'un plan de masse d'ensemble garantissant une bonne conception de l'espace urbain

- Exigées, si la voie remplit d'autres rôles que la desserte directe des constructions (voie structurant la zone, voie destinée à recevoir les transports en commun, voie ou cheminement assurant des liaisons entre quartiers, secteurs ou îlots).

2-3-2 - Recodification des articles du code de l'urbanisme

Suite à l'ordonnance de recodification Code Urbanisme du 23 septembre 2015 concernant la recodification du Livre I du code de l'urbanisme, il est proposé ici de mettre en concordance les anciens articles / nouveaux articles.

Ces références sont remplacées dans le document écrit et document graphique du règlement du PLU.

➤ Les modifications apportées au règlement écrit 4.a

DISPOSITIONS GENERALES

(...)

ARTICLE 2 - PORTEE RESPECTIVE DU REGLEMENT A L'EGARD D'AUTRES LEGISLATIONS ET REGLEMENTATIONS RELATIVES A L'OCCUPATION ET A L'UTILISATION DES SOLS

Sont et demeurent notamment applicables au territoire communal :

① Les articles concernant les conditions spéciales à observer nonobstant les règles du P.L.U. :

- R 111-2, relatif à la salubrité publique ;
- R 111-4, relatif à la préservation des vestiges archéologiques ;
- ~~R 111-15~~ R.111-26, relatif à la préservation de l'environnement ;
- ~~R 111-21~~ R.111-27, relatif au respect des sites et paysages naturels et urbains.

(...)

4 - LA ZONE NATURELLE

La zone N et les secteurs Na et Nb

Il comporte également :

- des espaces boisés classés à conserver ou à protéger,
- des emplacements réservés destinés aux voies et ouvrages publics (article ~~L.123-1-5-V~~ L.151-41 du Code de l'Urbanisme.

(...)

ARTICLE 4 - ADAPTATIONS MINEURES

Les règles et les servitudes définies par le Plan Local d'Urbanisme ne peuvent faire l'objet d'aucune dérogation à l'exception des adaptations mineures rendues nécessaires par la nature du sol, la configuration des parcelles ou le caractère des constructions avoisinantes (Article ~~L.123-1~~ L.152-3 du Code de l'Urbanisme).

Les adaptations mineures ne concernent que les articles 3 à 13 du règlement.

(...)

5.4 - Bâti de caractère à protéger au titre de l'article ~~L.123-1-5-III~~, 2° L.151-19 / L.151-23 du Code de l'Urbanisme correspondant au bâti ponctuel et bâti de l'ensemble urbain identifié au plan de zonage par une légende spécifique :

Les travaux de démolition sont soumis à autorisation préalable.

5.5 - Espaces boisés classés (EBC): Les dispositions du Code de l'Urbanisme : Article L113-1 et L113-2 suivant Art. L 130-1 et suivants et Art. R 130-1 et suivants sont applicables aux espaces boisés à conserver, à protéger ou à créer, reportés et délimités sur le plan de zonage, conformément à la légende.

(...)

TITRE I

DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ZONES URBAINES

ARTICLE UA/2UE/US/1AU/N 2 - OCCUPATION ET UTILISATION DU SOL SOUMISES A CONDITIONS PARTICULIERES

(...)

6 - Tous travaux de démolition totale ou partielle, concernant un élément du patrimoine architectural identifié au titre de l'article ~~L.123-1-5-III~~, 2° L.151-19 / L.151-23 du Code de l'Urbanisme (repéré au plan de zonage 3-b-1) sont soumis à l'autorisation préalable aux travaux de démolition.

7 - En application de l'article ~~L.123-1-5-II,4°~~ L.151-15 du Code de l'Urbanisme, pour toute opération de construction ou d'aménagement comportant 300m² de Surface de Plancher affectée à du logement, ou comportant au minimum 3 logements ou 3 lots, il est exigé qu'au moins 30% de la Surface de Plancher du programme de logements soient affectés à du logement locatif social. (...)

ARTICLE UA / UB / UC / 2UE / US / 1AU / 3AU / 7AU / A / N 13 - ESPACES BOISES CLASSES, ESPACES LIBRES ET PLANTATIONS

1 - Espaces boisés classés












Les dispositions des articles L113-1 et L113-2 suivant L130.1 et suivants et R130.1 et suivants du Code de l'Urbanisme, sont applicables aux espaces boisés classés, à conserver, à protéger et à créer, repérés au plan de zonage.
(...)

ARTICLE UB/UC 2 - OCCUPATION ET UTILISATION DU SOL SOUMISES A CONDITIONS PARTICULIERES












- 7 - En application de l'article L123-1-5-II,4° L151-15 du Code de l'Urbanisme, pour toute opération de construction ou d'aménagement comportant 300m² de Surface de Plancher affectée à du logement, ou comportant au minimum 3 logements ou 3 lots, il est exigé qu'au moins 30% de la Surface de Plancher du programme de logements soient affectés à du logement locatif social.
Cette obligation concerne l'ensemble de l'unité foncière et pourra être répartie sur un ou plusieurs lots dans la demande de permis d'aménager ou dans la déclaration préalable.
- 8 - En secteur **UBa**, en application de l'article L123-2b L151-41-4° du Code de l'Urbanisme, le secteur repéré sur le règlement graphique comme **Emplacement Réservé Logement (ERL) A** et conformément à la légende, doit conserver 100 % des constructions autorisées à du logement locatif social avec un minimum de 30 logements.

(...)

- Les modifications apportées aux légendes des 2 plans du règlement graphique 4b1(5000) et 4b2 (2000)

LEGENDE	
PRESCRIPTION EDICTEES PAR LE PLU	
Les zones et les secteurs	
	Zone et Secteur
	Espace boisé classé à conserver ou à créer
	Zone inondable issue de la Couche Informatrice des Zones Inondables affinée de la DREAL (voir carte en annexe 5b)
Autres indications	
	Périmètres des voies classées bruyantes par arrêté préfectoral du 23 décembre 2014
	Courbe de bruit du P.E.B (A, B et C) approuvé en Août 2007
	Emplacement réservé pour voie, cheminement piéton-cycle, installation d'intérêt général ou espace vert
	Tracé de principe de liaison intersecteur intentionnel
	Voies et espaces publics structurants (tracé de principe)
	Localisation de principe des équipements publics
	★ <u>Elément de patrimoine bâti à protéger au titre de l'article L123-1-5-III-2° du code de l'urbanisme</u>
Servitude au titre de l'article <u>L123-2b</u> du code de l'urbanisme	
	Emplacement réservé pour le logement social (ERL) En application de l'article <u>L123-2b</u> du Code de l'Urbanisme, le secteur repéré sur le règlement graphique comme Emplacements Réservés Logements (ERL) A et conformément à la légende, doit conserver 100% des constructions autorisées à du logement locatif social.

PLU règlement graphique approuvé 10/11/2016

LEGENDE	
PRESCRIPTION EDICTEES PAR LE PLU	
Les zones et les secteurs	
	Zone et Secteur
	Espace boisé classé à conserver ou à créer
	Zone inondable issue de la Couche Informatrice des Zones Inondables affinée de la DREAL (voir carte en annexe 5b)
Autres indications	
	Périmètres des voies classées bruyantes par arrêté préfectoral du 23 décembre 2014
	Courbe de bruit du P.E.B (A, B et C) approuvé en Août 2007
	Emplacement réservé pour voie, cheminement piéton-cycle, installation d'intérêt général ou espace vert
	Tracé de principe de liaison intersecteur intentionnel
	Voies et espaces publics structurants (tracé de principe)
	Localisation de principe des équipements publics
	★ <u>Elément de patrimoine bâti à protéger au titre de l'article L151-19, L151-23 du code de l'urbanisme</u>
Servitude au titre de l'article <u>L151-41-4°</u> du code de l'urbanisme	
	Emplacement réservé pour le logement social (ERL) En application de l'article <u>L151-41-4°</u> du Code de l'Urbanisme, le secteur repéré sur le règlement graphique comme Emplacements Réservés Logements (ERL) A et conformément à la légende, doit conserver 100% des constructions autorisées à du logement locatif social.

2^{ème} Modification simplifiée

Sur les zones UA, UB, UC et 1AU :

En application de l'article L.123-1-5-II-4 du Code de les opérations d'habitat supérieures ou égales à 3 logements ou 300m² de surface de plancher sont autorisées sous condition de réaliser un minimum de 30% de la surface de plancher du programme à du logement locatif conventionné, bénéficiant d'un financement aidé par l'Etat et qui propose la variété des formes de financement possibles (PLAI, PLUS, PLS)

LISTE DES EMPLACEMENT RESERVES POUR LE LOGEMENT SOCIAL : Au titre de l'article L.123 2b du Code de l'Urbanisme

Nom de l'ERL	Zonage du PLU	Références cadastrale	Superficie des parcelles (m2)		Pourcentage minimum de la surface de plancher affectée à du logement locatif social	Surface Plancher minimale affectée à du logement locatif social	Acquéreur en cas de mise en demeure d'acquérir
ERL A	UBa	AX0160	3 130	8 960	100 %	2 100m ²	Commune
		AX0161	5 830		Avec un minimum de 30 logements		

PLU règlement graphique approuvé 10/11/2016

Sur les zones UA, UB, UC et 1AU :

En application de l'article L.151-15 du Code de les opérations d'habitat supérieures ou égales à 3 logements ou 300m² de surface de plancher sont autorisées sous condition de réaliser un minimum de 30% de la surface de plancher du programme à du logement locatif conventionné, bénéficiant d'un financement aidé par l'Etat et qui propose la variété des formes de financement possibles (PLAI, PLUS, PLS)

LISTE DES EMPLACEMENT RESERVES POUR LE LOGEMENT SOCIAL : Au titre de l'article L.151-41-4° du Code de l'Urbanisme

Nom de l'ERL	Zonage du PLU	Références cadastrale	Superficie des parcelles (m2)		Pourcentage minimum de la surface de plancher affectée à du logement locatif social	Surface Plancher minimale affectée à du logement locatif social	Acquéreur en cas de mise en demeure d'acquérir
ERL A	UBa	AX0160	3 130	8 960	100 %	2 100m ²	Commune
		AX0161	5 830		Avec un minimum de 30 logements		

2^{ème} Modification simplifiée

2-3-3 – Supprimer la référence à la surface « hors œuvre »

Toutes les références à des surfaces hors œuvre (brut ou nette) (S.H.O.B. ou S.H.O.N.) sont supprimées du règlement du PLU, la référence étant aujourd'hui la « Surface de plancher ».

➤ Les modifications apportées au règlement écrit 4.a

Surface de Plancher ~~S.H.O.B~~
Surface de Plancher ~~hors œuvre~~

2-4 SUITE A L'ENQUETE PUBLIQUE

- Intégration du Plan de Prévention des Risques d'Inondation (PPRI) de l'Aussonnelle dans le règlement du PLU et en annexe du PLU (liste des SUP jointes + annexe PPRI) :
 - Le règlement écrit du PLU est réactualisé en supprimant, dans chaque zone, les éléments des articles 1 et 2 concernant les zones inondables (« Cizi ») pour les remplacer par la mention : « Dans les secteurs soumis au risque inondation, les constructions ou utilisations du sol sont autorisées dans les conditions définies par le PPRI » du bassin versant de l'Aussonnelle et des affluents approuvé le 17 février 2017 et joint en annexe 5b5 du PLU »
 - Les plans graphiques du règlement, périmètre PPRI et légende du PLU sont réactualisés pour intégrer les périmètres du PPRI.
 - L'annexe 5b5 est actualisée.
- Changement de bénéficiaire de l'ER n° 1 qui, avec le transfert de compétence sur la voirie routière, passe du Conseil Départemental 31 à Toulouse Métropole.
- Intégration en annexe 5c2 du nouveau tableau des Servitudes d'Utilité Publique (SUP)
- Compléments apporté à la Notice explicative pour répondre à la demande du SMEAT pour justifier l'application du principe « densité contre pixel » du SCOT approuvé le 27 avril 2017 en identifiant les potentiels concernés.

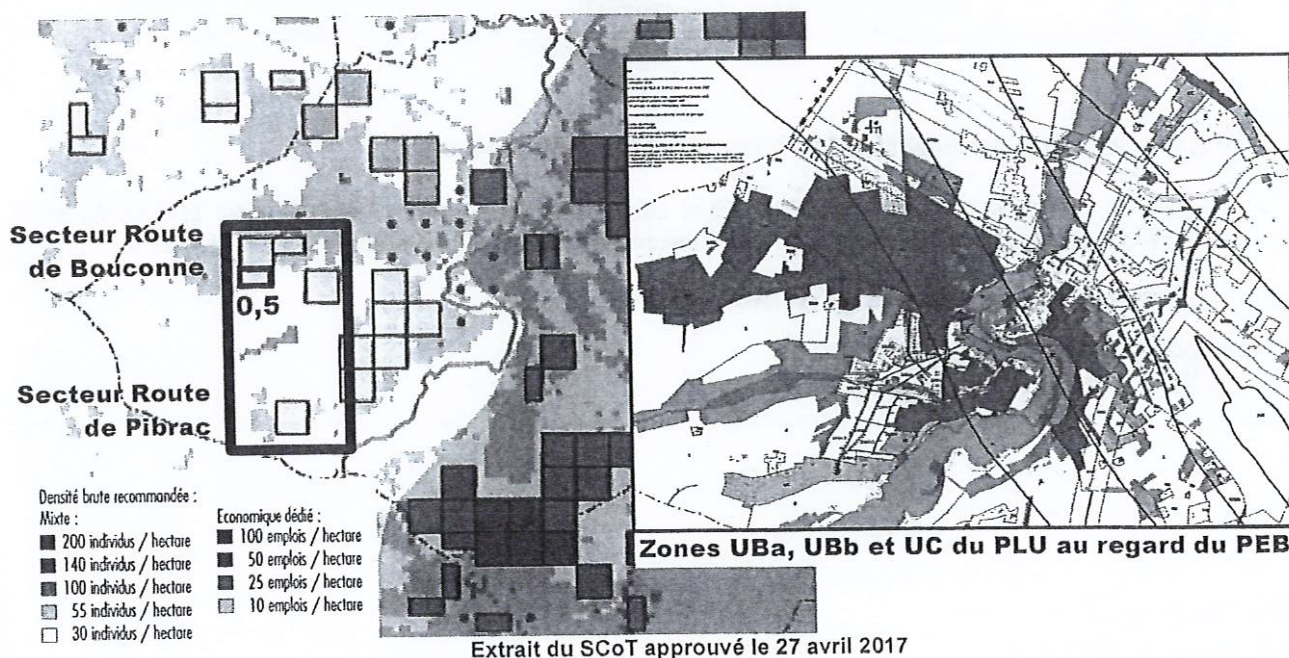
Mobilisation des capacités de développement

Pour faire suite à l'avis du SMEAT qui rappelle les risques de générer des capacités d'accueil supplémentaires de logements dans les secteurs UBb (75ha) et UC (près de 45ha) situés en développement mesuré étant donné leurs étendues notamment avec l'augmentation de l'emprise au sol de 20 % à 25 %, il est proposé de mettre en œuvre le dispositif de « densité contre pixel » afin de traduire des densités compatibles avec celles recommandées par le SCoT.

Ces zones couvrent environ 120ha et le foncier concerné par l'emprise au sol actuelle de 20% au PLU applicable représente un potentiel évalué entre 20 et 25 hectares qui serait porté avec la nouvelle emprise au sol de 25%, proposée dans le cadre de cette modification simplifiée du PLU, à une surface d'environ 28 hectares, soit une augmentation d'environ 5 à 6 hectares.

Le passage à 25% de l'emprise au sol, s'il augmente d'un quart par rapport à l'emprise au sol de 20%, permettra d'augmenter globalement la constructibilité au-delà des 10 logements par hectare recommandés par le SCoT sans pour autant atteindre les 30/40 logements par hectare compte tenu de la structure foncière qui est relativement morcelée et largement construite avec une situation géographique qui n'appelle pas prioritairement de renouvellement urbain ou foncier.

Cependant, pour minorer cet impact, il est justifié de mobiliser une part des pixels rattachés aujourd'hui en zone UC (soit 1 pixel) et de traduire, dans cette procédure de modification simplifiée, le transfert du potentiel représenté par 0,5 pixels pris sur une zone agricole le long de la route de Bouconne (repérés sur la cartographie suivante) afin de conforter et compenser la capacité d'accueil de la zone UC du PLU. Ce demi pixel ne pourra par conséquent plus être mobilisé pour l'aménagement futur du territoire de Cornebarrieu.



3 - LES INCIDENCES DE LA MODIFICATION SUR L'ENVIRONNEMENT

L'objet de la 2^{ème} modification simplifiée porte sur des adaptations mineures et des corrections d'erreurs matérielles du règlement écrit.

Cette modification n'aura aucun impact sur l'environnement. Elle ne donne pas de nouveaux droits à construire ou de nouvelles règles de construction, et permet de clarifier le règlement écrit pour l'instruction des autorisations d'urbanisme.

4 - LISTE DES DOCUMENTS MODIFIES

Les pièces :

- n°4a Règlement écrit
- n°4b1 Document graphique du Règlement 1/5 000^{ème}
- n°4b2 Document graphique du Règlement 1/2 000^{ème}
(liste des emplacements réservée intégrée au document n°4b1)



Délibération n°DEL-17-0490

Approbation de la 2ème modification simplifiée du Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) de Toulouse Métropole, commune de Cornebarrieu

L'an deux mille dix-sept le jeudi vingt-neuf juin à neuf heures, sous la présidence de Jean-Luc MOUDENC, Président, le Conseil s'est réuni à Espaces Vanel - Arche Marengo - Toulouse.

Participants

Afférents au Conseil :	134
Présents :	84
Procurations :	47
Date de convocation :	23 juin 2017

Présents

Aucamville	Mme Roseline ARMENGAUD
Aussonne	M. Francis SANCHEZ
Balma	Mme Sophie LAMANT, M. Laurent MERIC, M. Vincent TERRAIL-NOVES
Blagnac	M. Joseph CARLES, Mme Monique COMBES, Mme Danielle PEREZ
Brax	M. François LEPINEUX
Bruguières	M. Philippe PLANTADE
Castelginest	M. Grégoire CARNEIRO, Mme Béatrice URSULE
Colomiers	M. Guy LAURENT, Mme Josiane MOURGUE, Mme Karine TRAVAIL-MICHELET
Cornebarrieu	M. Daniel DEL COL
Cugnaux	M. Michel AUJOLAT, M. Philippe GUERIN, Mme Pascale LABORDE
Drémil-Lafage	Mme Ida RUSSO
Fonbeauzard	M. Robert GRIMAUD
Gagnac	M. Michel SIMON
Launaguet	Mme Aline FOLTRAN, M. Michel ROUGE
Lepinasse	M. Bernard SANCE
L'Union	Mme Nadine MAURIN, M. Marc PERE, Mme Nathalie SIMON-LABRIC
Mondouzil	M. Robert MEDINA
Mons	Mme Véronique DOITTAU
Pibrac	Mme Anne BORRIELLO
Quint-Fonsegrives	M. Bernard SOLERA
Saint-Jean	M. Michel FRANCES
Saint-Orens	M. Marc DEL BORRELLO
Seilh	M. Guy LOZANO
Toulouse	M. Christophe ALVES, M. Olivier ARSAC, Mme Catherine BLANC, Mme Michèle BLEUSE, M. Sacha BRIAND, Mme Marie-Pierre CHAUMETTE, M. François CHOLLET, M. Pierre COHEN, Mme Martine CROQUETTE, M. Romain CUJIVES, M. Jean-Claude DARDELET, M. Henri DE LAGOUTINE, Mme Ghislaine DELMOND, Mme Marie DEQUE, Mme Christine ESCOULAN, Mme Julie ESCUDIER, M. Emilion ESNAULT, M. Pierre ESPLUGAS-LABATUT, Mme Marie-Jeanne FOUQUE, M. Régis GODEC, M. Samir HAJIJE, Mme Isabelle HARDY, Mme Laurence KATZENMAYER, Mme Florie LACROIX,

	M. Djillali LAHIANI, Mme Annette LAIGNEAU, M. Jean-Michel LATTES, Mme Marthe MARTI, M. Antoine MAURICE, Mme Marie-Hélène MAYEUX-BOUCHARD, Mme Nicole MIQUEL-BELAUD, M. Jean-Luc MOUDENC, Mme Evelyne NGBANDA OTTO, M. Romuald PAGNUCCO, M. Jean-Louis REULAND, M. Daniel ROUGE, Mme Sylvie ROUILLON VALDIGUIE, M. Bertrand SERP, Mme Martine SUSSET, Mme Claude TOUCHEFEU, M. Pierre TRAUTMANN, M. Aviv ZONABEND
Tournefeuille	Mme Mireille ABBAL, Mme Danielle BUYS, M. Daniel FOURMY, M. Claude RAYNAL, M. Jacques TOMASI
Villeneuve-Tolosane	Mme Martine BERGES, M. Dominique COQUART

Conseillers ayant donné pouvoir

	Pouvoir à
Mme Brigitte CALVET	Claude RAYNAL
M. Gérard ANDRE	Michel ROUGE
Mme Lysiane MAUREL	Mireille ABBAL
M. Patrice RODRIGUES	Martine BERGES
M. Bernard KELLER	Joseph CARLES
M. Bernard LOUMAGNE	Ida RUSSO
M. Michel ALVINERIE	Karine TRAVAIL-MICHELET
M. Damien LABORDE	Pascale LABORDE
Mme Elisabeth MAALEM	Guy LAURENT
M. Arnaud SIMION	Josiane MOURGUE
Mme Dominique BOISSON	Daniel DEL COL
M. Gilles BROQUERE	Vincent TERRAIL-NOVES
Mme Corinne VIGNON ESTEBAN	Véronique DOITTAU
M. Patrick DELPECH	Robert GRIMAUD
M. Edmond DESCLAUX	Jean-Luc MOUDENC
M. Jacques SEBI	Dominique COQUART
M. Bruno COSTES	Aviv ZONABEND
M. Raymond-Roger STRAMARE	Robert MEDINA
Mme Marie-Dominique VEZIAN	Michel FRANCES
M. Thierry FOURCASSIER	Christine ESCOULAN
Mme Dominique FAURE	Michel AUJOLAT
Mme Laurence ARRIBAGE	Marc DEL BORRELLO
M. Jean-Marc BARES-CRESCENCE	Daniel FOURMY
Mme Sophia BELKACEM GONZALEZ DE CANALES	Christophe ALVES
M. Franck BIASOTTO	Annette LAIGNEAU
M. Jean-Jacques BOLZAN	Samir HAJJE
Mme Charlotte BOUDARD PIERRON	Henri DE LAGOUTINE
M. Maxime BOYER	Catherine BLANC
M. Frédéric BRASILES	Jean-Claude DARDELET
M. François BRIANCON	Romain CUJIVES
M. Joël CARREIRAS	Pierre COHEN
Mme Hélène COSTES-DANDURAND	Ghislaine DELMOND
Mme Vincentella DE COMARMOND	Isabelle HARDY
M. Jean-Baptiste DE SCORRAILLE	Laurence KATZENMAYER
Mme Monique DURRIEU	Martine CROQUETTE
M. Francis GRASS	Florie LACROIX
M. Pierre LACAZE	Francis SANCHEZ
M. Jean-Luc LAGLEIZE	Pierre TRAUTMANN
M. Laurent LESGOURGUES	Julie ESCUDIER
Mme Brigitte MICOULEAU	Martine SUSSET
Mme Dorothée NAON	Daniel ROUGE
Mme Cécile RAMOS	Roseline ARMENGAUD
Mme Françoise RONCATO	Evelyne NGBANDA OTTO
Mme Elisabeth TOUTUT-PICARD	Nicole MIQUEL-BELAUD
Mme Gisèle VERNIOL	Claude TOUCHEFEU
Mme Jacqueline WINNEPENNINCKX-KIESER	Marthe MARTI
M. Patrick BEISSEL	Anne BORRIELLO

Conseillers excusés

Beaupuy	M. Maurice GRENIER
Colomiers	M. Patrick JIMENA
Pin-Balma	M. Jacques DIFFIS

Délibération n° DEL-17-0490

Approbation de la 2ème modification simplifiée du Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) de Toulouse Métropole, commune de Cornebarrieu

Exposé

Par délibération du 23 février 2017, le Conseil de Métropole a décidé de lancer la procédure de deuxième modification simplifiée du Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) de Toulouse Métropole, Commune de Cornebarrieu, dont la mise en œuvre a été décidée par arrêté du Président de Toulouse Métropole en date du 28 février 2017.

Le dossier de 2^{ème} modification simplifiée du PLU affichait les objectifs suivants :

- modifier les règles concernant l'emprise au sol en zone UB et UC (article 9) ;
- modifier l'article 6 des zones UB et UC concernant le recul de certaines constructions par rapport aux voies ;
- rectifier des erreurs matérielles affectant le règlement écrit, suite au contrôle de légalité portant sur la dernière modification du PLU.

Monsieur le Président de Toulouse Métropole rappelle que par délibération du 9 avril 2015, le Conseil de la Métropole a défini les modalités de mise à disposition du public des projets de modification simplifiée pour l'ensemble des documents d'urbanisme des communes membres de la Métropole, qui ont été précisées par l'arrêté mentionné précédemment.

La mise à disposition du public s'est tenue du lundi 20 mars au vendredi 21 avril 2017.

Il est proposé aujourd'hui au Conseil de la Métropole de délibérer sur le bilan de la mise à disposition du public du projet de 2^{ème} modification simplifiée du P.L.U. de Toulouse Métropole, Commune de Cornebarrieu tel qu'il va être présenté et d'approuver le projet, tel que joint à la présente délibération.

I) Objets de la présente modification simplifiée du P.L.U. de Toulouse Métropole, Commune de Cornebarrieu

A) Modifications de l'article 9 des zones UB et UC

Il s'agit notamment d'augmenter l'emprise au sol de 20 % à 25 % afin de permettre notamment la réalisation de projets d'extensions.

B) Modification de l'article 6 des zones UB et UC

Il s'agit de permettre l'implantation des constructions et des annexes à ces constructions en limite de voies et emprises privées et des piétonniers.

C) Rectifications d'erreurs matérielles

II) Il s'agit de la prise en compte du contrôle de légalité sur la troisième modification du PLU de Cornebarrieu approuvée le 30 juin 2016.

Tous les points énumérés ci-dessus rentrant dans le champ d'application de l'article L153-45 du Code de l'Urbanisme, la mise en œuvre d'une procédure de modification simplifiée est justifiée.

II) Déroulement et bilan de la mise à disposition

Le dossier du projet de modification simplifiée et l'exposé de ses motifs ont été mis à disposition du public du lundi 20 mars au vendredi 21 avril 2017 inclus, au siège de Toulouse Métropole et à la mairie de Cornebarrieu.

L'information au public quant à la mise à disposition des dossiers a été assurée par voie de presse dans la Voix du Midi de Toulouse du 9 au 15 mars 2017, par affichage au siège de Toulouse Métropole et en mairie, sur les emplacements prévus à cet effet dans la commune et sur les sites internet de Toulouse Métropole et de la mairie de Cornebarrieu.

A) Observations du public et prise en compte

Aucune observation n'a été consignée dans les registres tenus à disposition du public au siège de Toulouse Métropole et à la mairie de Cornebarrieu.

B) Avis des Personnes Publiques Associées

Dans le cadre de la procédure, le dossier de 2^{ème} modification simplifiée a été notifié aux personnes publiques associées, conformément au Code de l'Urbanisme.

5 réponses ont été reçues :

- La Chambre d'Agriculture de la Haute – Garonne, par courrier du 9 mars 2017, donne un avis favorable au projet.
- Le Conseil Départemental de la Haute – Garonne, par courrier du 13 mars 2017, ne formule aucune observation particulière. Il précise néanmoins, que compte tenu du transfert de compétence sur la voirie routière à Toulouse Métropole, l'emplacement réservé n°1 (prolongement de la RD63) ne doit plus figurer au bénéfice du Département.
- Le Syndicat Mixte des Transports en Commun (SMTC), par courrier du 14 mars 2017, ne formule pas d'observation particulière.
- La Direction Départementale des Territoires (DDT), par courrier du 14 mars 2017, ne formule pas d'observation.
- Le Syndicat Mixte d'études pour Entreprendre et mettre en œuvre le schéma de cohérence territoriale de la grande Agglomération Toulousaine (SMEAT), par courrier du 20 avril 2017, indique que ces nouvelles dispositions pourraient générer des capacités d'accueil supplémentaires pour les secteurs UBb et UC qui correspondraient à l'équivalent d'1,5 pixels mixtes non bâti avec pour option, soit de traduire des densités compatibles avec celles recommandées par le SCoT, soit de faire application du dispositif « densité contre pixel » en identifiant les potentiels concernés.

C) Réponses apportées par Toulouse Métropole aux avis des Personnes Publiques Associées

En vertu de l'article L153-47 du code de l'urbanisme, il est proposé au Conseil de la Métropole de délibérer sur le présent bilan de la mise à disposition du public du projet de modification simplifiée du PLU de Toulouse Métropole, Commune de Cornebarrieu et d'approuver le présent projet de modification simplifiée du P.L.U. de Toulouse Métropole, Commune de Cornebarrieu joint à la présente délibération et modifié comme suit pour tenir compte notamment de l'avis du SMEAT : il est donc proposé de compléter la notice explicative afin de clarifier le choix de la commune de faire application du dispositif « densité contre pixel » tel que le permet le SCOT approuvé le 27 avril 2017, tout en identifiant les potentiels concernés.

Pour ce qui concerne l'observation du CD31, l'emplacement réservé n°1 figurera au bénéfice de Toulouse Métropole.

En outre, suite à l'arrêté préfectoral du 17 février 2017 approuvant le Plan de Prévention des Risques d'Inondation (PPRi) de l'Aussonnelle et de ses affluents, cette Servitude d'Utilité Publique est annexée au PLU de Toulouse Métropole, commune de Cornebarrieu, à la date de la présente délibération.

Décision

Le Conseil de la Métropole,
Vu le Code de l'Urbanisme et notamment les art L153-45 à L153-48,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu le Schéma de Cohérence Territoriale (S.Co.T.) de la Grande Agglomération Toulousaine approuvé le 27 avril 2017,
Vu le Plan de Déplacements Urbains (PDU) approuvé le 17 octobre 2012,
Vu le Programme Local de l'Habitat (PLH) adopté par Délibération du Conseil de Communauté le 17 mars 2011, modifié par délibération du 29 mars 2012,
Vu le Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) de Toulouse Métropole, Commune de Cornebarrieu, approuvé par délibération du Conseil Municipal en date du 1er mars 2006, modifié par délibérations du Conseil Communautaire du 23 juin 2011, du 19 décembre 2011 et du Conseil de la Métropole en date du 30 juin 2016, révisé de manière simplifiée par délibérations du Conseil Communautaire du 28 juin 2012, du 11 octobre 2012 et du 19 décembre 2013, mis à jour par arrêtés du 5 juillet 2006, du 17 décembre 2007 et du 29 décembre 2009 et mis en compatibilité par délibération du Conseil de Métropole du 10 novembre 2016,
Vu la délibération du Conseil de la Métropole du 09 avril 2015 définissant les modalités de mise à disposition du public des projets de modifications simplifiées pour l'ensemble des documents d'urbanisme des communes membres de la Métropole,
Vu la délibération du Conseil de la Métropole du 23 février 2017 prenant la décision de lancer la 2^{ème} modification simplifiée du P.L.U. de Toulouse Métropole, Commune de Cornebarrieu ;
Vu l'arrêté du Président de Toulouse Métropole du 28 février 2017 prenant l'initiative de mise en œuvre de la 2^{ème} modification simplifiée du P.L.U. de Toulouse Métropole, Commune de Cornebarrieu et précisant les modalités de mise à disposition du projet auprès du public,
Vu l'arrêté préfectoral du 17 février 2017 approuvant le Plan de Prévention des Risques d'Inondation (PPRi) de l'Aussonnelle et de ses affluents,
Vu l'avis favorable de la Commission Urbanisme et Projets urbains du mardi 23 mai 2017 ;
Vu l'avis du Conseil Municipal de la Commune de Cornebarrieu en date du 28 juin 2017 ,
Vu le dossier de 2^{ème} modification simplifiée tel qu'annexé à la présente délibération,
Entendu l'exposé de Monsieur le Président, après en avoir délibéré,
Décide :

Article 1

De confirmer que la mise à disposition du public du projet de 2^{ème} modification simplifiée du P.L.U. de Toulouse Métropole, Commune de Cornebarrieu s'est déroulée aux dates et selon les modalités initialement prévues.

Article 2

D'approuver le bilan de la mise à disposition du public, tel qu'il vient d'être présenté.

Article 3

D'approuver le projet de 2^{ème} modification simplifiée du P.L.U. de Toulouse Métropole, Commune de Cornebarrieu, relatif à l'évolution des règles des articles 6 et 9 des zones UB et UC ainsi qu'à la correction d'erreurs matérielles et modifié comme mentionné précédemment pour tenir compte des observations émises pendant la mise à disposition du public et des avis des personnes publiques associées, et joint à la présente délibération.

Article 4

De procéder, en application des articles R153-20 et R153-21 du Code de l'Urbanisme, à la publication de la présente délibération au recueil des actes administratifs de Toulouse Métropole, à son affichage au siège de Toulouse Métropole – 6 rue René Leduc, BP 35821, 31505 TOULOUSE Cedex 5 – ainsi qu'à la Mairie de Cornebarrieu, pendant une durée d'un mois et à son insertion dans un journal diffusé dans le Département.

Article 5

De tenir à la disposition du public la présente délibération, ainsi que le dossier de P.L.U. modifié de façon simplifiée au siège de Toulouse Métropole, situé 6, rue René Leduc – BP35821 – 31505 Toulouse Cedex 5, Direction de la Planification et de la Programmation, 4^{ème} étage, de 8h30 à 12h30 et de 13h30 à 17h, ces documents étant également consultables à la Mairie de Cornebarrieu et à la Préfecture de la Haute-Garonne. Le dossier de P.L.U. modifié de façon simplifiée sera consultable sur le site internet de Toulouse Métropole.

Article 6

De préciser que la présente délibération sera exécutoire, en vertu de l'article L153-48 du code de l'urbanisme, à compter de sa publication, de son affichage et de sa transmission au représentant de l'Etat, en application des article L2131-1 et L2131-2 du code général des collectivités territoriales.

Article 7

D'autoriser Monsieur le Président de Toulouse Métropole à signer tous les actes afférents.

Résultat du vote :

Pour	131
Contre	0
Abstentions	0
Non participation au vote	0

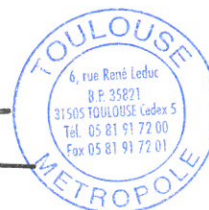
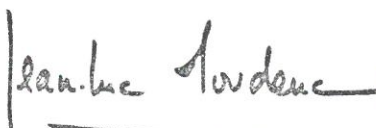
Publiée par affichage le

06 JUL. 2017

Reçue à la Préfecture le

06 JUL. 2017

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an que dessus,
Au registre sont les signatures,
Pour extrait conforme,
Le Président,



Jean-Luc MOUDENC